

Art. 71. Nos Ministres et Notre Secrétaire d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

Art. 71. Onze Ministers en Onze Staatssecretaris zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

De Minister van Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

F. 95 — 737

[C — 214]

17 MARS 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1993 et 14 septembre 1994, l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1993, les articles 13 et 14, l'article 15, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1993, l'article 16, l'article 18, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1993, les articles 19, 20 et 21, modifiés par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, l'article 22 et l'article 23, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994;

Vu le protocole n° 210 du 9 mars 1995 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 janvier 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 6 janvier 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures transitoires prévues par l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat doivent faire l'objet de dispositions interprétatives en vue de préserver les droits des agents;

Considérant que la plupart de ces dispositions doivent rétroagir au 22 décembre 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 1er, § 3, de l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1993 et 14 septembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les grades de programmeur de 2e classe et d'opérateur-mécanographe sont supprimés. »

**Art. 2.** L'article 2, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Dans le même tableau et sous les mêmes intitulés, la mention des grades suivants est insérée sous la rubrique « grades supprimés » :

- au rang 20 : programmeur de 2e classe;
- au rang 30 : opérateur-mécanographe. »

N. 95 — 737

[C — 214]

17 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de rijksbesturen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de rijksbesturen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1993 en 14 september 1994, artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 1993, de artikelen 13 en 14, artikel 15, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 1993, artikel 16, artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 1993, de artikelen 19, 20 en 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, artikel 22 en artikel 23, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994;

Gelet op het protocol nr. 210 van 9 maart 1995 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 januari 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 januari 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er bij de overgangsmaatregelen die voorzien zijn bij het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de rijksbesturen nog interpretatiebepalingen moeten worden uitgevaardigd om de rechten van de ambtenaren te beveiligen;

Overwegende dat de meeste van deze bepalingen terugwerkende kracht moeten hebben op 22 december 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1993 en 14 september 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De graden van programmeur 2e klasse en operateur-mechanograaf worden afgeschaft. »

**Art. 2.** Artikel 2, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. In dezelfde tabel en onder dezelfde titels wordt de vermelding van de volgende graden ingevoegd onder de rubriek « afgeschte graden » :

- in rang 20 : programmeur 2e klasse;
- in rang 30 : operateur-mechanograaf. »

**Art. 3.** Dans l'article 4, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 12 novembre 1993, les mots « rang 21 » sont supprimés.

**Art. 4.** Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 11bis. Les agents de l'Etat revêtus d'un grade des rangs 10, 11 ou 12, qui ont satisfait au concours de recrutement d'informaticien et qui sont entrés en service en qualité d'informaticien avant le 22 décembre 1991, conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté de grade acquise dans leur carrière administrative au niveau 1 dans un centre de traitement de l'information, s'ils ont été affectés pendant cinq ans au moins dans un centre. »

**Art. 5.** L'article 13, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« L'ancienneté de grade acquise de manière cumulative dans le grade d'informaticien principal et dans le grade d'informaticien principal-chef de service est censée avoir été acquise dans le nouveau grade. »

**Art. 6.** L'article 14, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« L'ancienneté de grade acquise par ces agents, à la date du 22 décembre 1991, est censée avoir été acquise dans le nouveau rang. »

**Art. 7.** Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 14bis. Les agents de l'Etat, revêtus d'un grade des rangs 20, 21 ou 22, qui ont satisfait au concours de recrutement de programmeur de première classe et qui sont entrés en service en qualité de programmeur de première classe avant le 22 décembre 1991, conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté de grade acquise dans leur carrière administrative au niveau 2 dans un centre de traitement de l'information, s'ils ont été affectés pendant cinq ans au moins dans un centre. »

**Art. 8.** L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. § 1er. Les agents de l'Etat qui, au cours de la période du 22 décembre 1991 au 30 juin 1993, avaient satisfait à un examen d'avancement de grade ou qui ont subi avec succès une vérification de leurs aptitudes professionnelles de la carrière informatique, sont considérés comme lauréats du concours d'accession au niveau supérieur au grade de programmeur.

L'alinéa précédent est également applicable aux agents de l'Etat qui auront présenté ou réussi les épreuves qui étaient clôturées au 1er juillet 1993 ou en cours d'organisation à cette date.

§ 2. Les agents de l'Etat qui, à la date du 22 décembre 1991, sont titulaires du grade de programmeur de deuxième classe et sont porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur économique ou technique de type court et de plein exercice ou de promotion sociale obtenu dans la section informatique, la section comptabilité-option informatique, la section programmation, la section électronique, peuvent, s'ils ont satisfait à un examen d'avancement de grade clôturé ou en cours d'organisation au 1er juillet 1993, être considérés comme lauréats du concours d'accession au niveau supérieur au grade de programmeur.

§ 3. Les agents nommés en vertu des § 1er ou § 2 conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté de grade acquise dans le grade dont ils étaient titulaires. Ils conservent au niveau 2+ l'ancienneté acquise au niveau 2.

§ 4. L'ancienneté pécuniaire acquise par ces agents est censée avoir été acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

§ 5. Si les agents visés au paragraphe 2 ne réussissent pas un concours d'accession au niveau supérieur, ils restent titulaires du grade de programmeur de deuxième classe et peuvent être promus au grade de programmeur de première classe selon les règles de la promotion par avancement de grade. »

**Art. 9.** L'article 16 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Par dérogation à l'article 4 du présent arrêté, les agents de l'Etat qui, à la date du 22 décembre 1991, sont titulaires du grade de programmeur de première classe sont nommés au grade de programmeur.

L'ancienneté de grade acquise de manière cumulative par ces agents dans les grades de programmeur de deuxième classe et de programmeur de première classe est censée avoir été acquise dans le nouveau grade.

**Art. 3.** In artikel 4, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 1993, worden de woorden « rang 21 » geschrapt.

**Art. 4.** Een artikel 11bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 11bis. De rijksambtenaren bekleed met een graad van rang 10, 11 of 12, die geslaagd zijn voor het vergelijkend wervings-examen voor informaticus en in dienst getreden zijn als informaticus voor 22 december 1991, behouden in hun nieuwe graad de graadanciënniteit die ze in hun administratieve loopbaan in niveau 1 in een centrum voor informaticaverwerking hadden bekomen, als ze gedurende ten minste vijf jaar in een centrum tewerkgesteld geweest zijn. »

**Art. 5.** Artikel 13, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De door deze ambtenaren cumulatief verkregen graadanciënniteit in de graad van eerstaanwendend informaticus en eerstaanwendend informaticus-hoofd van dienst, wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe graad. »

**Art. 6.** Artikel 14, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De door deze ambtenaren verkregen graadanciënniteit op datum van 22 december 1991 wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe rang. »

**Art. 7.** Een artikel 14bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 14bis. De rijksambtenaren bekleed met een graad van rang 20, 21 of 22, die geslaagd zijn voor het vergelijkend wervings-examen voor programmeur eerste klasse en in dienst getreden zijn als programmeur eerste klasse voor 22 december 1991, behouden in hun nieuwe graad de graadanciënniteit die ze in hun administratieve loopbaan in niveau 2 in een centrum voor informaticaverwerking hadden bekomen, als ze gedurende ten minste vijf jaar in een centrum tewerkgesteld geweest zijn. »

**Art. 8.** Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. § 1. De rijksambtenaren die in de periode gelegen tussen 22 december 1991 en 30 juni 1993 geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in graad of die met succes een verificatie van hun beroepsbekwaamheid in de informaticaloopbaan hebben ondergaan, worden als geslaagd voor het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau in de graad van programmeur beschouwd.

Het vorige lid is eveneens toepasselijk op de rijksambtenaren die zullen geslaagd zijn of voldaan hebben voor de proeven die afgesloten waren voor 1 juli 1993, of op die datum in uitvoering waren.

§ 2. De rijksambtenaren die op datum van 22 december 1991, titularis zijn van de graad van programmeur tweede klasse en houder zijn van een diploma van het economisch of technisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of voor sociale promotie behaald in de afdeling informatica, de afdeling boekhouding-informatica, de afdeling programmering, de afdeling electronica, kunnen indien zij geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in graad dat afgesloten of in uitvoering is op 1 juli 1993, worden beschouwd als geslaagd voor het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau in de graad van programmeur.

§ 3. De ambtenaren die krachtens § 1 of § 2 benoemd zijn, behouden in de nieuwe graad de graadanciënniteit welke verkregen was in de graad waarvan zij titularis waren. Ze behouden in niveau 2+ de verkregen anciënniteit in niveau 2.

§ 4. De door deze ambtenaren verkregen geldelijke anciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddeschaal.

§ 5. Indien de in de tweede paragraaf bedoelde ambtenaren niet slagen voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, blijven zij titularis van de graad van programmeur tweede klasse en kunnen zij tot de graad van programmeur eerste klasse bevorderd worden volgens de regels van de bevordering door verhoging in graad. »

**Art. 9.** Artikel 16 van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. In afwijking van artikel 4 van dit besluit worden de rijksambtenaren die op datum van 22 december 1991, titularis zijn van de graad van programmeur eerste klasse, benoemd tot de graad van programmeur.

De door deze ambtenaren cumulatief verkregen graadanciënniteit in de graad van programmeur tweede klasse en programmeur eerste klasse wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe graad.

Les programmeurs de deuxième classe, lauréats de l'examen d'avancement au grade de programmeur de première classe sont considérés comme lauréats de l'examen d'avancement au grade de programmeur à partir du 22 décembre 1991. Si l'examen a été clôturé après le 22 décembre 1991, la nomination ne peut rétroagir à une date antérieure à celle de la clôture de l'examen. »

**Art. 10.** L'article 18, § 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1993, est abrogé.

**Art. 11.** L'article 19 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. § 1er. Les agents de l'Etat titulaires d'un grade des rangs 21 ou 20 à l'exception des grades du personnel informatique qui ont satisfait à un examen d'avancement de grade de la carrière informatique clôturé ou en cours d'organisation à la date du 22 décembre 1991 peuvent être promus au grade de programmeur s'ils sont ou ont été affectés durant cinq ans au moins dans un centre de traitement de l'information.

§ 2. Les agents de l'Etat titulaire d'un grade du rang 22 à l'exception des grades du personnel informatique qui ont subi avec succès une vérification des aptitudes professionnelles de la carrière informatique organisée par le Secrétariat permanent au Recrutement clôturé ou en cours d'organisation à la date du 22 décembre 1991 peuvent être nommés par changement de grade au grade de programmeur s'ils sont ou ont été affectés durant cinq ans au moins dans un centre de traitement de l'information.

§ 3. Le programme de la vérification d'aptitudes professionnelles, visée au § 2, et celui de l'examen d'avancement de grade, visé au § 1er, sont identiques.

§ 4. L'ancienneté acquise dans des grades des rangs 20, 21 et 22 dans un centre de traitement de l'information est censée avoir été acquise dans le nouveau grade. »

**Art. 12.** L'article 20 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 20. Les agents de l'Etat qui, à la date du 22 décembre 1991 sont titulaires du grade d'opérateur-mécanographe de deuxième classe, du grade d'opérateur-mécanographe de première classe, du grade de chef opérateur-mécanographe de deuxième classe ou du grade de chef opérateur-mécanographe de première classe peuvent s'ils ont satisfait à un concours d'accession au niveau supérieur au grade de programmeur de deuxième classe organisé ou en cours d'organisation à la date du 1er juillet 1993, être considérés comme lauréats du concours d'accession au niveau supérieur au grade de programmeur. »

**Art. 13.** L'article 21 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 21. § 1er. Les agents de l'Etat titulaires du grade de programmeur de première classe qui ont satisfait à un examen d'avancement au grade de chef-programmeur, clôturé ou en cours d'organisation à la date du 22 décembre 1991, peuvent être nommés au grade de chef-programmeur lorsqu'ils comptent une ancienneté de neuf ans au moins dans le niveau 2.

§ 2. Les agents de l'Etat, titulaires du grade de chef-programmeur, qui ont satisfait à un examen d'avancement au grade d'analyste de programmation clôturé ou en cours d'organisation à la date du 22 décembre 1991, peuvent être nommés au grade d'analyste de programmation. »

**Art. 14.** L'article 22 du même arrêté, est abrogé.

**Art. 15.** L'article 23 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 23. Par dérogation à l'article 53 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat peuvent seuls être promus au grade de chef opérateur-mécanographe les opérateurs-mécanographes qui comptent une ancienneté de grade de neuf ans au moins et qui ont satisfait à un examen d'avancement de grade. »

**Art. 16.** Le présent arrêté produit ses effets le 22 décembre 1991, à l'exception des articles 1er à 3, 10 et 14 qui produisent leurs effets le 1er janvier 1994.

De programmeurs tweede klasse die geslaagd zijn voor het examen voor verhoging in de graad van programmeur eerste klasse worden beschouwd als geslaagd voor het examen voor verhoging in de graad van programmeur vanaf 22 december 1991. Indien het examen werd afgesloten na 22 december 1991, kan de benoeming geen terugwerkende kracht hebben tot een vroegere datum dan die van het afsluiten van het examen. »

**Art. 10.** Artikel 18, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 1993, wordt opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 19. § 1. De rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van de rangen 21 of 20, met uitzondering van de graden van het informaticapersoneel, en die geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in graad in de informaticaloopbaan dat afgesloten is of in uitvoering is op datum van 22 december 1991, kunnen tot de graad van programmeur worden bevorderd wanneer zij gedurende ten minste vijf jaar in een centrum voor informatieverwerking zijn of waren tewerkgesteld.

§ 2. De rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 22, met uitzondering van de graden van het informaticapersoneel, en die met succes een toetsing van hun beroepsgeschiktheid in de informaticaloopbaan hebben ondergaan die door het Vast Wervingssecretariaat afgesloten of in uitvoering is op datum van 22 december 1991, kunnen door verandering van graad tot de graad van programmeur benoemd worden wanneer zij gedurende ten minste vijf jaar in een centrum voor informatieverwerking zijn of waren tewerkgesteld.

§ 3. Het programma van de verificatie van de beroepsgeschiktheden, bedoeld in § 2, en dit van het examen voor verhoging in graad bedoeld in § 1, zijn identiek.

§ 4. De anciënniteit verkregen in de graden van de rangen 20, 21 of 22 in een centrum voor informatieverwerking, wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe graad. »

**Art. 12.** Artikel 20 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 20. De rijksambtenaren die op datum van 22 december 1991 titularis zijn van de graad van operateur-mechanograaf tweede klasse, de graad van operateur-mechanograaf eerste klasse, de graad van hoofdoperateur-mechanograaf tweede klasse of de graad van hoofdoperateur-mechanograaf eerste klasse, kunnen indien ze geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau in de graad van programmeur tweede klasse dat georganiseerd of in uitvoering is op datum van 1 juli 1993, worden beschouwd als geslaagd voor het vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau in de graad van programmeur. »

**Art. 13.** Artikel 21 van hetzelfde besluit opgeheven bij het koninklijk besluit van 14 september 1994 wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 21. § 1. De rijksambtenaren, titularis van de graad van programmeur eerste klasse, die geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in de graad van hoofdprogrammeur dat afgesloten of in uitvoering is op datum van 22 december 1991, kunnen tot de graad van hoofdprogrammeur worden benoemd wanneer zij ten minste negen jaar anciënniteit hebben in het niveau 2.

§ 2. De rijksambtenaren, titularis van de graad van hoofdprogrammeur die geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in de graad van programmeringsanalist dat afgesloten of in uitvoering is op datum van 22 december 1991, kunnen tot graad van programmeringsanalist worden benoemd. »

**Art. 14.** Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 15.** Artikel 23 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 23. In afwijking van artikel 53 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel kunnen alleen bevorderd worden tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf, de operateurs-mechanografen die een graadanciënniteit van ten minste negen jaar hebben en die geslaagd zijn voor een examen door verhoging in graad. »

**Art. 16.** Dit besluit heeft uitwerking op 22 december 1991, met uitzondering van de artikelen 1 tot 3, 10 en 14 die uitwerking hebben op 1 januari 1994.

Art. 17. Nos Ministres et Notre Secrétaire d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
J. VANDE LANOTTE

Art. 17. Onze Ministers en Onze Staatssecretaris zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J. VANDE LANOTTE

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 95 — 738 (95 — 670)

8 MARS 1995. — Arrêté royal  
fixant le cadre organique des services extérieurs  
de l'Administration des Etablissements pénitentiaires. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 58 du mercredi 22 mars 1995, p. 6465, dans le texte néerlandais de l'article 1er, § 1er, en regard du terme « Klerk » le chiffre 7 doit être remplacé par le chiffre 71.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 95 — 738 (95 — 670)

8 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot vaststelling  
van de personeelsformatie van de buitendiensten  
van het Bestuur Strafinrichtingen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 58 van woensdag 22 maart 1995, blz. 6465, in de Nederlandse tekst van artikel 1, § 1, tegenover de term « Klerk » moet het cijfer 7 vervangen worden door het cijfer 71.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 — 739

[Mac — 12120]

16 MARS 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1975 instituant la Commission paritaire de la construction et fixant sa dénomination et sa compétence et en fixant le nombre de membres (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 35 et 36;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1975 instituant la Commission paritaire de la construction et fixant sa dénomination et sa compétence et en fixant le nombre de membres, notamment l'article 1er, a), modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1982 et 20 janvier 1994;

Vu l'avis publié au *Moniteur belge* du 10 juin 1994 :

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 1er, a), de l'arrêté royal du 4 mars 1975 instituant la Commission paritaire de la construction et fixant sa dénomination et sa compétence et en fixant le nombre de membres, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1982 et 20 janvier 1994, la rubrique "les travaux de démolition et d'arasement" est complétée comme suit :

"y compris la démolition et/ou le retrait d'asbeste ou de matériaux contenant de l'asbeste".

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 4 mars 1975, *Moniteur belge* du 19 avril 1975.

Arrêté royal du 15 octobre 1982, *Moniteur belge* du 30 octobre 1982.

Arrêté royal du 20 janvier 1994, *Moniteur belge* du 11 février 1994.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 — 739

[Mac — 12120]

16 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 maart 1975 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en tot vaststelling van het aantal leden ervan (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 35 en 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1975 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en tot vaststelling van het aantal leden ervan, inzonderheid op artikel 1, a), gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1982 en 20 januari 1994;

Gelet op het in het *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 1994 bekendgemaakte bericht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1, a), van het koninklijk besluit van 4 maart 1975 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en tot vaststelling van het aantal leden ervan, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1982 en 20 januari 1994, wordt de rubriek "slopings- en slechtingswerken" aangevuld als volgt :

"met inbegrip van de afbraak en/of de verwijdering van asbest of van asbesthoudende materialen".

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 4 maart 1975, *Belgisch Staatsblad* van 19 april 1975.

Koninklijk besluit van 15 oktober 1982, *Belgisch Staatsblad* van 30 oktober 1982.

Koninklijk besluit van 20 januari 1994, *Belgisch Staatsblad* van 11 februari 1994.